



SYNDICALISME ET SOCIALISME

Bibliothèque du Mouvement Socialiste
Librairie des Sciences politiques & sociales Marcel Rivière
1908

AVANT-PROPOS

I.	<u>Le Syndicalisme et le Socialisme en Italie</u>	Hubert Lagardelle
II.	<u>Le Syndicalisme et le Socialisme en Allemagne</u>	Arturo Labriola
III.	<u>Le Syndicalisme et le Socialisme en Russie</u>	Robert Michels
IV.	<u>Le Syndicalisme et le Socialisme en France</u>	Boris Kritchewsky
V.	<u>Les Caractères du Syndicalisme français</u>	Hubert Lagardelle
<u>APPENDICE</u>	Anarchisme et Syndicalisme	Victor Griffuelhes
		Hubert Lagardelle

AVANT-PROPOS

Les discours qu'on va lire ont été prononcés, le 3 avril 1907, à Paris, dans une conférence internationale dont le sujet était les rapports du syndicalisme et du socialisme (1). Les organisateurs avaient pour but, moins de marquer le niveau atteint dans chaque pays par le courant syndicaliste, que d'affirmer l'union des *tendances nouvelles* qui, à travers la variété des milieux nationaux, semblent porter le socialisme vers une renaissance.

Trois ordres d'idées peuvent se dégager des observations émises par les divers orateurs. Ce sont ces indications que nous voudrions mettre brièvement en lumière.

I. — Si la lutte de classe est tout le socialisme, on peut dire que tout le socialisme est contenu dans le syndicalisme, puisque hors du syndicalisme, il n'y a pas de lutte de classe.

La lutte de classe implique une rupture totale entre le prolétariat et la bourgeoisie, c'est-à-dire

entre deux mondes qui ont de la vie une notion contraire. Elle suppose que la classe ouvrière, animée d'un esprit permanent de révolte contre les maîtres de la production et de la politique, est parvenue à s'isoler dans ses cadres naturels et à se créer de toutes pièces des institutions et une idéologie propres. A cette condition seulement, le socialisme de la lutte de classe conçoit comme réalisable le passage d'une société asservie à une société libre.

Or, ce double mouvement de négation du présent et de la préparation de l'avenir, les deux formes extrêmes du socialisme traditionnel : le socialisme parlementaire et le socialisme anarchiste, ont été impuissantes à le réaliser.

Le socialisme parlementaire — tant sous ses aspects révolutionnaires que réformistes — a vécu de cette illusion que les partis sont l'expression politique des classes et que ces dernières trouvent dans le parlement le mécanisme enregistreur de leurs forces respectives. Mais l'expérience a montré que les partis, loin d'être le décalque des classes, sont un mélange hétéroclite d'éléments empruntés à toutes les catégories sociales, et qu'il n'y a pas non plus de rapport entre l'influence politique des partis socialistes et la puissance réelle de la classe ouvrière. En fait, non seulement le socialisme parlementaire n'a pas opéré de scission irréductible entre le prolétariat et la bourgeoisie, mais il est devenu un des facteurs constitutifs de l'État et un des agents de *l'action solidariste* de la démocratie.

Le socialisme anarchiste, malgré ses audacieuses révoltes, n'a pas eu des classes et de la lutte de classe une conception claire. Dans sa méconnaissance des choses de l'économie, il s'est adressé à tous les hommes indistinctement et a fait porter son principal effort sur la réforme individuelle par le procédé illusoire de l'éducation littéraire, rationaliste et scientifique. Mais la négation sentimentale et abstraite du principe d'autorité et de l'État, est incapable de réduire la forme oppressive de tous les pouvoirs de coercition, qui ne peuvent être éliminés que par les créations concrètes du prolétariat révolutionnaire. Il est arrivé ainsi à beaucoup d'anarchistes, grisés de culture idéologique et de superstition livresque, de se nourrir à leur insu de la substance intellectuelle de la bourgeoisie et de se rattacher par la communauté des idées au monde dont ils se séparaient par l'énergie des actes.

Le syndicalisme, au contraire, saisit la classe ouvrière dans ses formations de combat. il la considère comme la seule classe qui puisse, par les conditions de sa vie et les affirmations de sa conscience, renouveler le monde, mais à la condition qu'elle reste étrangère à la société bourgeoise. il prend les producteurs dans les cadres mêmes de l'atelier et des groupements qui le prolongent : syndicats, fédérations, bourses du travail, etc., et il organise leur révolte contre l'autorité patronale ; en niant le pouvoir et la loi, en enrichissant de fonctions les institutions ouvrières, il disloque l'État et le dépouille de ses prérogatives ; par la grève, par la propagande pour la grève générale, il détruit, heure par heure, au fur et à mesure qu'elle se produit, l'œuvre mensongère d'union des classes que poursuit la démocratie ; il donne corps enfin aux idées spécifiques du prolétariat, c'est-à-dire à cet ensemble de sentiments juridiques nés du cœur de la lutte et qui constituent la base du droit nouveau, du droit d'une société sans maîtres.

La rupture est ici totale, la lutte de classe est parfaite. Aucune des valeurs traditionnelles ne peut survivre à ce travail de destruction progressive. Nous sommes vraiment en face d'une classe qui n'utilise que ses acquisitions et qui est emportée par une formidable volonté de puissance. Elle entend être l'unique artisan de sa destinée et n'avoir de protecteur qu'elle-même. Où trouver force révolutionnaire plus active ?

II. — Les milieux nationaux les plus favorables au développement du syndicalisme sont ceux où les conditions historiques et politiques permettent la plus grande exaltation révolutionnaire du prolétariat et sa scission avec les autres classes.

Ce n'est pas un accident historique qui a fait naître le syndicalisme en France. Il y avait comme une prédisposition du milieu national. La réalisation du plein régime démocratique,

qui a donné aux partis socialistes libre accès au pouvoir et qui a enfin créé l'État populaire, ne pouvait qu'ouvrir les yeux aux prolétaires. Du jour où ils ont vu s'incorporer à la société officielle les partis qui préconisaient la révolution, et du jour aussi où ils ont reconnu que le gouvernement démocratique, objet de leurs plus longs espoirs, était identique et pareil à tous les gouvernements, en ce sens qu'il ne modifiait en rien les rapports de classe ; dès ce jour, ils ont rompu avec la démocratie et se sont retranchés dans leurs organisations. Mais sans les traditions révolutionnaires de notre pays, qui font vibrer l'homme du peuple à l'annonce de toute entreprise héroïque, le syndicalisme n'aurait peut-être pas revêtu cette allure guerrière qui entretient sa flamme et lui communique une si haute vertu. Et on peut en dire autant pour l'Italie : si le syndicalisme a pu y jeter ses premières racines, c'est qu'ici aussi nous sommes dans une démocratie très évoluée, et qui a des origines révolutionnaires.

Mais il n'y a pas de dogme qui édicte que le syndicalisme ne peut se développer que dans les seules démocraties animées de souvenirs épiques. La Russie, qui est aux antipodes de l'organisation politique de la France et de l'Italie, commence déjà à être agitée par un jeune mouvement syndicaliste révolutionnaire. C'est qu'ici, avec une autre force encore que dans nos démocraties latines, les traditions héroïques sont vivantes et s'alimentent tous les jours aux péripéties de la plus tragique des luttes. La masse ouvrière a l'accoutumance de l'action et du sacrifice, et elle se trouve naturellement à la hauteur des plus grandes tâches.

Par contre, les lourdes masses du socialisme allemand ne sont pas prêtes pour de tels élans. Le même rôle réactionnaire que l'Allemagne impériale joue dans l'Europe moderne, on peut dire que la social-démocratie le tient dans le socialisme contemporain. C'est la même pesanteur dogmatique, la même peur de toute liberté, le même fétichisme de l'autorité. Mais, en vérité, où le prolétariat allemand aurait-il pris ce goût de la lutte, sans lequel il n'y a pas de syndicalisme ? Il n'existe pas, en Allemagne, de traditions révolutionnaires capables de communiquer au peuple des aspirations incoercibles vers l'indépendance : tout, au contraire, dans le mouvement national, tend systématiquement à briser le libre élan de l'individualité et à l'enfermer dans les cadres rigides d'une organisation savamment autoritaire.

C'est pourquoi nous assistons à la ruine de l'antique dictature de la social-démocratie allemande et nous voyons se déplacer le centre de rayonnement de la pensée socialiste. Le foyer de vie est maintenant partout où un prolétariat jeune et ardent revendique le droit à l'action créatrice, et il semble avoir quitté à jamais le pays des scolastiques mortes.

III. — Le syndicalisme est vide de tout utopisme, en ce sens qu'il subordonne son triomphe à tout un ensemble de conditions préalables, et qu'en attendant il joue dans le monde un rôle rénovateur.

Plus de dogmes ni de formules ; plus de discussions vaines sur la société future ; plus de plan compendieux d'organisation future ; mais un sens de la lutte qui s'avive par la pratique, une philosophie de l'action qui donne la première place à l'intuition, et qui proclame que le plus simple ouvrier engagé dans le combat en sait davantage que les plus abscons doctrinaires de toutes les écoles.

Il n'y a pas place dans une telle conception pour les rêveries utopiques qui annoncent à date fixe le bouleversement de la société. Mais les producteurs engagés dans la lutte syndicaliste savent d'instinct qu'il ne s'accomplira pas de changement en dehors de leur volonté et de leur organisation, et que les créations spontanées de la vie seront toujours plus riches que les plus merveilleuses inventions des fabricateurs de systèmes. Il suffit que les facultés guerrières du prolétariat soient sans cesse tenues en éveil et qu'il ne perde jamais l'énergie aventureuse qui fait les conquérants.

Par cette exaltation des forces vives de la classe ouvrière, par cet appel aux sentiments les plus émouvants de la personne humaine, le syndicalisme rend au socialisme le rôle civilisateur qu'il avait perdu. Partout où les idées nouvelles ont apparu, c'est comme un rajeunissement de

la pensée socialiste et comme un clair réveil après un sommeil dogmatique. Ce souffle de printemps nouveau doit rendre confiance aux socialistes qui, sans trop espérer, ne désespèrent pas.

Hubert LAGARDELLE

Le Syndicalisme et le Socialisme en France

Par HUBERT LAGARDELLE

Citoyennes et Citoyens,

Dans quelques mois se réunira, à Stuttgart, en Allemagne, le septième congrès socialiste international. Ce n'est pas être grand prophète que de prédire le peu de rapport qu'il y aura entre ses résolutions et les idées émises ici ce soir. Pas plus que moi, vous n'ignorez que le socialisme officiel tourne toujours dans le même cercle de formules et reste fermé à toute idée neuve.

Et pourtant, il serait faux de conclure que la pensée socialiste est morte et qu'on n'aperçoit aucun symptôme de renouvellement. La réunion de ce soir et les discours que nous d'entendre témoignent du contraire. Il se produit à cette heure, dans tous les pays, un sourd travail de révision des idées traditionnelles, et, sous des formes variées et avec un rythme différent, des tendances nouvelles se font jour partout où s'accuse la décomposition des conceptions anciennes.

C'est de France que le mouvement est parti. Labriola, Michels, Kritchewsky viennent tous de nous rappeler l'influence dominante de la pratique ouvrière française sur ces courants de pensée syndicaliste qui traversent leurs pays respectifs. Et c'est précisément parce que les uns et les autres, tout en affirmant la valeur internationale du syndicalisme, ont mis en relief l'importance de ses formes françaises, que je voudrais en retracer brièvement la genèse.

I

Le syndicalisme français est né de la réaction du prolétariat contre la démocratie. Je ne veux pas dire par là que la classe ouvrière rêve d'un retour aux régimes politiques antérieurs ni qu'elle méconnaisse la supériorité relative du régime actuel. J'entends indiquer simplement que ce qu'elle combat dans la démocratie, c'est la *forme populaire* de la domination bourgeoise.

Ah ! sans doute, il y a là, en apparence, une attitude paradoxale. Comment la classe ouvrière peut-elle s'insurger contre le gouvernement idéal du peuple par le peuple ? La démocratie n'a-t-elle pas toujours été la fin suprême des aspirations populaires ? Certes, j'avoue que cette désaffection des travailleurs français pour l'État devenu républicain, me paraît le fait culminant de l'histoire de ces derniers temps.

Où donc en trouver la cause ? Il faut la chercher dans l'expérience démocratique elle-même. Les ouvriers de France ont vu le pouvoir populaire à l'œuvre, et ils ont constaté que ni le changement de personnel gouvernemental ni la transformation des institutions politiques n'avaient modifié l'essence de l'État. La forme s'est renouvelée, mais le fond a persisté, et la machinerie étatique demeure toujours la même puissance de coercition au service des

détenteurs de l'autorité publique. Et c'est précisément la déception que les travailleurs français ont éprouvée, en constatant l'identité de l'État sous la diversité de ses formes, qui leur a dévoilé la vraie nature du pouvoir. Dès ce moment, ils ont résolu, non de changer le gouvernement, mais de le supprimer. Voilà pourquoi, tandis que les producteurs de la plupart des autres pays accusent de leurs maux le mécanisme insuffisamment populaire de l'État, tandis qu'ils attendent encore leur salut de la venue d'hommes politiques favorables, les prolétaires de France, qui ont épuisé tous les modes du pouvoir, se révoltent contre le dernier et non le moins trompeur de ses aspects.

C'est en considérant cette avance historique, que la démocratie leur donne sur les travailleurs de presque tous les autres pays, qu'il faut juger les sentiments politiques des militants ouvriers français. Ah ! je ne m'explique que trop les difficultés que les prolétaires des nations à régime impérialiste ou monarchique éprouvent à comprendre le côté extra-démocratique de l'action syndicaliste. Tant que les masses ouvrières n'ont pas obtenu l'égalité politique, le suffrage universel, le régime parlementaire, elles luttent sans trêve ni merci pour la conquête du gouvernement populaire, et ce n'est que du moment où elles le possèdent que, pouvant en mesurer la valeur, elles s'en détachent. Du moins, en France, c'est seulement du jour où la démocratie a été atteinte qu'on a songé à la dépasser. bien entendu, je ne prétends pas dire — loin de moi cette pensée ! — qu'il y ait là une loi qui commande le développement politique de la classe ouvrière. Je me borne à constater qu'à la différence de presque toutes les autres nations occidentales — sauf l'Italie, et pour les mêmes raisons — ce qui a permis, chez nous, au prolétariat de rompre avec la démocratie, c'est l'épreuve même de la démocratie.

Mais quels sont les faits qui ont plus particulièrement provoqué ce divorce ? C'est en même temps la «parlementarisation» des partis socialistes et l'avènement au pouvoir des partis démocratiques.

La stupéfaction fut grande, dans les milieux socialistes, au mois de juin 1899, lorsqu'on apprit tout à coup qu'un député du parti venait d'entrer dans le ministère Waldeck-Rousseau. C'était le renversement subit de toutes les conceptions anciennes. Sans doute, la prise de possession du pouvoir central était le point fondamental du programme socialiste, mais c'était une mainmise globale et collective qu'on avait eu toujours en vue. Or, voici que la conquête s'opérait, en dehors des règles prévues, par voie fragmentaire et individuelle. On s'apercevait soudain, avec effroi, que la lutte de classe se transformait en collaboration des classes, l'opposition socialiste en solidarité ministérielle, l'état de guerre en état de paix. Ce fut un tel désarroi des consciences qu'on se serait cru au crépuscule du socialisme.

Ce n'était que l'émoi d'une première surprise. L'imprévu de l'événement s'est atténué par sa répétition. Après Millerand, Briand ; après Briand, Viviani ; après Viviani... d'autres viendront. Et ce qui, en 1899, semblait une anomalie, est devenu aujourd'hui un phénomène normal de la vie parlementaire. Il paraît logique que, dans un régime pleinement démocratique, tous les partis aient accès au pouvoir, et que, suivant le jeu changeant des majorités, leurs chefs se succèdent au gouvernement.

Lorsque les militants s'aperçurent que la pénétration des socialistes dans l'État ne changeait rien à leur sort ; que les rapports des classes restaient identiques ; que les organes de coercition, l'armée, la police, la justice, l'administration, etc., fonctionnaient comme par le passé ; qu'au contraire, le pouvoir nouveau n'avait pour but que de corrompre et asservir les organisations ouvrières ; que sa politique industrielle n'était qu'une politique de paix sociale ; lorsque tout cela fut clair pour la conscience ouvrière, il y eut dans le prolétariat comme une brusque commotion, qui se traduisit par une double réaction contre le socialisme parlementaire et l'État démocratique.

Tout d'abord, en y regardant de plus près, les militants ouvriers s'avisèrent que, comme je viens de le dire, la participation ministérielle n'était au fond que la conséquence naturelle du socialisme parlementaire. Elle leur parut, non plus un accident fortuit, mais bien le terme

ultime de la conquête des pouvoirs publics, telle que les partis socialistes l'avaient pratiquée jusque là. Et quelles convictions auraient pu résister à l'éloquente démonstration des faits ?

L'évolution était trop claire pour en douter. Ah ! certes, au début, les diverses fractions s'étaient constituées sur des bases ouvrières et révolutionnaires. Parti ouvrier, parti de classe, le parti socialiste n'avait entendu recruter, à ses origines, que des prolétaires, puisque les prolétaires forment la seule classe en opposition irréductible d'intérêts avec l'ordre capitaliste. Parti de révolution, il avait déclaré n'utiliser l'action électorale que pour la propagande et il avait renié l'usage régulier de l'action parlementaire.

Mais ce n'étaient là que des rêves de jeunesse qu'avait dissipés l'âge mur. De parti *ouvrier*, il était devenu vite parti *populaire*, englobant toutes les classes exploitées, quelle que fut leur place dans l'ensemble de la production : petits bourgeois, petits propriétaires, commerçants, intellectuels, fonctionnaires, etc. Sans tenir compte de leurs conceptions économiques et de leurs aspirations sociales, il avait appelé indistinctement à lui tous les mécontents susceptibles d'apporter leurs votes et d'assurer son triomphe. De parti *révolutionnaire*, il s'était naturellement transformé, et par la même voie, en parti *parlementaire*. Son premier triomphe législatif, en 1893, avait été aussi sa première défaite révolutionnaire. Désormais, emporté par la vitesse acquise, il avait perdu de plus en plus toute vertu propre et n'avait constitué, à la Chambre, qu'un parti démocratique de plus, pareil à tous les autres.

Ce n'étaient pas seulement, en effet, les hommes nouveaux, les Jaurès et les Millerand, les arrivés d'hier du radicalisme, c'étaient aussi des militants anciens, comme Guesde, le théoricien de la lutte de classe, qui avaient affirmé, du haut de la tribune, leur foi légale, et apporté leur concours aux ministères de gauche. Il ne faut pas oublier que, dès 1895, le gouvernement de M. Léon Bourgeois avait obtenu le plus systématique appui de Guesde et de ses amis. Et qui ne se souvient encore de ce vote fameux par où ils s'opposèrent à l'abrogation des lois scélérates pour sauver le ministère ? Plus tard, le ministère Combes devait pousser plus loin la concentration et grouper autour de lui l'unanimité des réformistes et des révolutionnaires du socialisme. Depuis, toutes les fois que la situation politique l'a exigé, le bloc démocratique des partis de gauche s'est plus ou moins apparemment reconstitué. Et si, au moment où je parle, il n'en est pas ainsi, cela tient moins aux socialistes parlementaires qu'à M. Clemenceau.

Ce sont là des faits dont le prolétariat militant ne pouvait pas ne pas tirer des conclusions pratiques. Comment n'aurait-il pas vu que les partis socialistes, en suivant leur marche régulière, s'étaient progressivement incorporés à l'État et avaient tourné le dos à toute activité révolutionnaire ? Si les faits que je viens de rapporter n'avaient pas suffi, d'autres d'ailleurs étaient là, plus probants encore. La politique de paix sociale, inaugurée par Millerand, loin de lui être personnelle, n'était que la mise en œuvre de la politique traditionnelle du parti socialiste. C'est là une considération qu'on néglige trop souvent. Les conseils du travail, le conseil supérieur du travail, toute cette législation qui a pour but de rapprocher patrons et ouvriers dans des délibérations communes, mais qui donc, plus que Guesde et ses amis, s'en étaient faits, avant Millerand, les protagonistes ? Il n'y a pas jusqu'à ce projet de loi sur l'arbitrage obligatoire, qui a fait couler tant d'encre, dont l'idée, sinon la forme, n'ait été primitivement conçue par Guesde lui-même ? Ces errements sont explicables, sans doute, et je ne récrimine pas contre les personnes. En l'absence d'une politique propre, le parti socialiste devait fatalement imiter celle des partis voisins. Mais il n'en est pas moins vrai que par là devenait éclatante, aux yeux des ouvriers conscients, la double infirmité du socialisme parlementaire qui, non content d'emprunter à la démocratie son mécanisme étatique, copiait encore son programme d'action.

On comprend que cette identification pratique de la démocratie et du parti socialiste ait été la raison dominante du discrédit du socialisme parlementaire dans les milieux ouvriers. Vraiment, les militants du prolétariat auraient pu conserver leur confiance à un parti politique qui n'était plus qu'un rouge de cet État démocratique désormais sans prestige à leurs yeux ?

Car, s'il est un résultat inappréciable autant qu'inattendu du ministère Waldeck-Rousseau, c'est bien cette haine de l'État qu'il a fait naître au cœur des messes organisées. Qui aurait cru que ces ouvriers, qui de tout temps s'étaient instinctivement tournés, implorants et crédules, vers cet être mystique et providentiel qui s'appelle l'État, lui déclarerait un jour la guerre ? Il a suffi des fusillades de Chalon et de La Martinique, des conseils du travail, du projet de loi sur les grèves, de quelques «soirées ouvrières» au ministère du commerce, de quelques bureaux de tabac donnés à de pauvres diables de traîtres, de quelques tentatives de corruption de secrétaires de syndicats, pour que s'opérât le miracle.

Et c'est ainsi, citoyennes et citoyens, que, délivrée de toute superstition étatique, la partie consciente de la classe ouvrière n'a plus attendu sa libération de l'intervention magique du pouvoir et a refusé de lier son sort aux destinées des partis politiques. Je sais bien qu'on peut justement rappeler que la critique de l'État et du parlementarisme avait été poussée fort loin par les anarchistes et que ceux-ci avaient en un sens prévu tout ce qui allait se passer. Je reconnais volontiers la clairvoyance de la critique anarchiste, mais elle aurait été impuissante, à elle seule, à transformer si profondément la conscience ouvrière. La négation abstraite de l'État, l'exaltation de l'idéologie pure, l'appel à la révolte individuelle, le dogmatisme anti-parlementaire, tout cela n'était pas fait, à la vérité, pour influencer les masses. Or, c'est d'un mouvement de masses qu'il s'agit, d'une action collective intuitivement sentie, d'une orientation pratique spontanée, que l'expérience seule pouvait déterminer.

En effet, en même temps qu'il subissait l'épreuve négative de la démocratie, le prolétariat faisait l'épreuve positive de son action de classe, et ce sont ces deux expérimentations simultanées et contraires qui ont fait son éducation syndicaliste. Ce furent des agitations improvisées, comme celle qui eut lieu pour la suppression des bureaux de placement payants, qui révélèrent à la classe ouvrière toute la valeur de son effort personnel. Survenus à un autre moment, ne coïncidant pas avec son détachement de la démocratie et du socialisme parlementaire, ces incidents n'auraient peut-être pas pris cette signification générale. Mais se produisant à l'instant même où les masses cessaient d'espérer en la bienveillance de l'État et en l'intervention des partis, ils revêtirent une valeur symbolique et devinrent l'illustration typique de tout mouvement extra-légal.

Pour reprendre l'exemple que je viens de citer, que s'était-il donc passé lors de l'agitation contre les bureaux de placement ? Las d'attendre du pouvoir législatif une interdiction toujours promise et jamais réalisée, les syndicats intéressés, ceux surtout des coiffeurs et des ouvriers de l'alimentation, s'étaient livrés à des manifestations violentes et répétées, qui avaient surpris et intimidé le gouvernement. Effrayé, le ministère Combes avait au plus vite déposé un projet de loi que, sans perdre haleine, votèrent, en trois jours, la Chambre et le Sénat. Ce que vingt années de discussions parlementaires n'avaient pu faire, une agitation de quelques moments l'avait obtenu.

Faut-il rappeler à quel degré la leçon de ce simple fait et d'autres semblables a été efficace ? De plus en plus résolue à devenir le seul artisan de son destin, la classe ouvrière a, dans ces dernières années, définitivement pris en mains sa propre cause et exercé directement son action sur l'État et le patronat. Ah ! je sais bien que la pression de l'État, qui détermine toujours plus ou moins une intervention législative, présuppose encore, dans une certaine mesure, la croyance en l'opportunité de la loi, et semble en contradiction avec la pure action directe, qui supprime tout intermédiaire entre le patronat et le prolétariat. Cela est vrai, sans doute, mais c'est aussi conforme à la nature complexe des choses. L'action directe n'est pas un dogme : elle signifie simplement la volonté de la classe ouvrière de régler personnellement ses propres affaires, au lieu de s'en remettre, par délégation et mandat, à des tiers chargés d'intervenir à sa place. et que ce soit contre l'État, représentant du patronat, ou contre le patronat lui-même, peu importe, pourvu que le prolétariat agisse lui-même, s'éduque et se transforme.

D'ailleurs, il me suffira d'évoquer le souvenir des grands mouvements grévistes récents, de ces

formidables levées en masse, de ces agitations tumultueuses qui ont eu lieu un peu partout en France, pour marquer en quel sens le prolétariat entend surtout user de son action directe. Et cette mobilisation générale du 1er mai 1906, qui a si fortement épouvanté le pouvoir et la classe bourgeoise, qu'a-t-elle été sinon la manifestation la plus démonstrative du désir qu'on désormais les producteurs de conquérir eux-mêmes, en l'arrachant de haute lutte à leurs patrons, la journée de huit heures ?

Ainsi donc, voilà comment, en France, se sont trouvés aux prises deux principes d'action contraires : *l'action indirecte*, qui est le principe de la démocratie et de son succédané, le socialisme parlementaire, et qui substitue le représentant au représenté ; et l'action directe, qui est le principe du syndicalisme, et qui, éliminant l'intermédiaire, ne conserve que l'intéressé.

Il s'en est suivi, dans les idées socialistes, une révolution dont il me reste maintenant à retracer en quelques mots les termes.

II

La notion de lutte de classe, qui est le commencement et la fin du socialisme, s'est d'abord précisée. La classe est apparue comme radicalement différente du parti. Création du milieu économique, elle ne saurait, selon l'erreur des conceptions traditionnelles, se transporter de ses cadres naturels dans les cadres artificiels du groupement politique. Les syndicats, les bourses du travail, les fédérations de syndicats, etc., sont les organes propres du prolétariat, parce qu'ils ne groupent que des ouvriers, et qu'ils ne les groupent qu'en tant qu'ouvriers. Les hommes qui constituent, pour ainsi dire, la matière de la classe, ne se détachent pas ici du sol qui les porte, mais ils y adhèrent, au contraire, plus fortement que jamais. Par opposition, voyez comment se forment les partis : ce sont des organes extérieurs aux classes, composés d'éléments appartenant aux catégories sociales les plus disparates : ouvriers, bourgeois, propriétaires, commerçants, etc. Nul lien économique commun ne maintient leur cohésion, qui ne repose que sur la base fragile d'une idéologie sans support matériel.

Les socialistes avaient donc fait un contresens en assimilant la lutte de classe à la lutte de parti et en identifiant l'action politique du prolétariat à l'action électorale et parlementaire. L'illusion avait pu durer tant que les producteurs n'avaient pas pris conscience d'eux-mêmes. Mais du jour où ils s'étaient aperçus que le parti socialiste était aussi étranger au monde du travail que l'État à la société, qu'il constituait un mécanisme extérieur à la réalité sociale, qu'il formait une superstructure artificielle sans rapport avec le fond économique, dès ce jour la lutte politique de la classe ouvrière devait prendre son véritable sens d'une *lutte d'ensemble* menée par les organes propres du prolétariat.

Par suite, le mouvement syndical passait du second plan, où on l'avait exilé, au premier plan de la *politique ouvrière*, et le parti socialiste descendait à la place naturelle qui convient à son rôle démocratique. Je ne veux pas insister ici sur ce que pourrait être ce « rôle démocratique » mais ce n'est pas, en tout cas, celui qu'il a joué jusqu'ici. Une inféodation plus ou moins formelle aux gouvernements radicaux, une imitation plus ou moins consciente de la politique sociale des « partis avancés », une glorification sans réserves du procédé électoral et du mécanisme étatique, voilà évidemment qui est exactement le contraire du socialisme. Mais la démocratie a deux aspects : si, sous son côté positif, sans sa pratique solidariste et dans son organisation politique, elle s'oppose à nous, nous l'utilisons au point de vue négatif. elle est, ou plutôt elle peut être, le régime de la critique en permanence : elle permet, plus que les régimes antérieurs, l'opposition au pouvoir et la défense des libertés individuelles. C'est sur ce terrain que je qualifierai de démocratie révolutionnaire, puisqu'il s'agit de se servir de la démocratie contre elle-même, que trouverait à s'exercer utilement, à mon sens, le parti socialiste.

Mais cela est en dehors de la lutte de classe et de la transformation sociale. Cette œuvre ne

relève que des institutions ouvrières. On ne saurait trop insister sur ce fait que chaque classe se crée ses propres organes d'émancipation, par lesquels elle oppose aux institutions traditionnelles ses créations positives. Les syndicats sont à la classe ouvrière ce que les communes furent à la bourgeoisie. Ils servent d'abri aux producteurs, non seulement pour la défense de leurs intérêts, mais surtout pour l'élaboration du droit nouveau qu'ils imposeront au monde.

Qu'est-ce à dire : un droit nouveau ? C'est le droit du travail à s'organiser librement. Si, dans la société moderne, la liberté est servie, c'est que le travail est esclave. L'acte de la production, qui est la plus haute manifestation de la personne humaine, puisqu'il affirme sa puissance créatrice, est détourné de sa destination naturelle, qui est la libération de l'individu, pour servir d'armature à toutes les servitudes et à tous les parasitismes. et ce n'est que dans la mesure où le travail s'affranchira, que la liberté se répandra dans le corps social.

Ce principe nouveau du *travail libre dans la société libre*, où prend-il corps, si ce n'est dans le groupement syndical ? Je ne crois pas à l'efficacité de la prédication abstraite des conceptions socialistes et je ne peux pas concevoir que des idées se répandent dans le milieu ouvrier si elles ne sont pas la création de ce milieu lui-même. Un parti politique peut bien essayer de vulgariser telles ou telles notions qu'il adopte, mais ces notions n'ont de portée que si elles sont un produit de la vie concrète des masses. En vérité, cet idéal de la *libération du producteur par l'organisation de la production* n'aurait pas pu devenir comme la quintessence du socialisme ouvrier, s'il ne résultait pas de la *pratique révolutionnaire* des organisations prolétariennes.

C'est cette mise en œuvre d'une pratique révolutionnaire qui caractérise les institutions ouvrières, par opposition aux institutions capitalistes. elles constituent une organisation positive de la liberté et une négation concrète de l'autorité dans l'atelier, dans l'État, dans la société.

Dans l'atelier, les syndicats tendent à réduire de plus en plus le pouvoir patronal, et à organiser eux-mêmes le travail. Tout le mouvement syndical n'a pas d'autre but que de substituer à la discipline imposée par le capitaliste, la discipline volontaire des producteurs, et toute la révolution sociale est contenue dans cette transformation intérieure de l'atelier.

Dans l'État, qui donc tient en échec l'arbitraire du pouvoir, la force de l'armée, le principe même du gouvernement, si ce n'est le mouvement ouvrier organisé ? il est la seule puissance avec laquelle ait sérieusement à compter l'impérialisme étatique ; l'unique agent de désorganisation réelle de l'absolutisme politique ; l'obstacle principal à l'envahissement étouffant du mécanisme administratif.

Dans la société, où tous les groupements ont la tendance invincible à reproduire les formations autoritaires de l'atelier et de l'État, les syndicats révolutionnaires donnent l'exemple vivant d'une organisation fondée sur la liberté. L'extrême souplesse de la Confédération générale du travail, son fédéralisme, l'absence de pouvoir coercitif sont la meilleure preuve qu'on peut concilier l'esprit d'ordre et l'esprit d'indépendance. Le syndiqué libre dans le syndicat, le syndicat libre dans la fédération, la fédération libre dans la Confédération, voilà une leçon de choses dont l'efficacité ne peut pas être perdue.

Et voilà comment le syndicalisme se donne tout à la fois comme l'incarnation réelle de la lutte de classe et la préparation pratique d'un régime de liberté. Le socialisme se fait ainsi un peu tous les jours, en attendant qu'il puisse se réaliser totalement. Il n'est plus envisagé comme une réalisation à la fois lointaine et instantanée, mais bien comme une création quotidienne, dont on peut suivre la marche lente et progressive. Il ne sera pas l'œuvre de l'intervention miraculeuse d'un *deus ex machina*, mais de l'effort patient des masses. La liberté ne descendra pas tout à coup du ciel, comme la Minerve armée sortit du cerveau de Jupiter. Sa conquête ne sera que l'universalisation de mille libertés conquises et l'acte de décès de mille autorités

défunt.

Par là, vous le voyez, se résoud l'opposition de l'action pratique et de l'action révolutionnaire, qui a été pour les partis socialistes le problème de la quadrature du cercle. L'action quotidienne, humble, patiente et difficile, était restée jusqu'ici frappée de discrédit : le socialisme traditionnel la considérait comme stérile, du moment qu'elle s'exerçait dans l'ambiance bourgeoise et qu'elle ne brisait pas du coup les cadres de la vie présente. L'action révolutionnaire, par contre, était reléguée dans la splendeur de la catastrophe finale où doit sombrer le système capitaliste. Entre les deux il n'existait pas de compromis : ou l'une ou l'autre.

Il en est résulté une dissociation de plus en plus grande de la pratique et de la théorie. Les esprits soucieux de réalité, las d'attendre une révolution toujours fuyante, se sont détournés d'un socialisme purement abstrait et se sont consacrés à des tâches positives. Mais, sans guide et sans principe, ils ont été absorbés par le milieu capitaliste et ils ont perdu tout sens socialiste. Quant aux autres, aux défenseurs du dogme, ils ont eu beau affirmer désespérément la valeur révolutionnaire de leurs formules, ils ont été impuissants à rendre la vie aux idées mortes, et, comme je l'ai rappelé plus haut, leur pratique désorientée est venue se confondre avec l'activité des réformistes. De sorte que, conduits au pur démocratism par leur fraction réformiste et à l'abstraction dogmatique par leur fraction révolutionnaire, les partis socialistes se sont trouvés acculés à une impasse dont ils ne sortiront pas, du moins en suivant les errements traditionnels.

Pour le syndicalisme, la pratique et la théorie se confondent, et c'est l'action — non plus la phrase — qui est révolutionnaire. Il s'agit ici d'une conduite immédiate et non d'une attente paresseuse. Les hommes se classent selon les actes et non selon les étiquettes. L'esprit révolutionnaire descend du ciel sur la terre, il se fait chair, se manifeste par des institutions, s'identifie avec la vie. L'acte quotidien prend seul une valeur révolutionnaire, et la transformation sociale, si elle vient un jour, ne sera que la généralisation de cet acte.

C'est pourquoi l'idée de la grève générale s'est si naturellement substituée, dans l'esprit des masses ouvrières, à l'idée de la révolution politique. La conception d'une amplification subite de cet acte journalier qu'est la grève rentre normalement dans la psychologie ouvrière. Pour le producteur, c'est là que quelque chose de sensible, de réel, qui non seulement ne sort pas du cadre familier de sa vie, mais qui encore est toute sa vie. Nul besoin de grandes spéculations théoriques pour qu'il sache l'effet d'une suspension de travail généralisée tout à coup. Il n'a, par une opération spontanée de l'esprit, qu'à multiplier les conséquences des incidents particuliers de la lutte de tous les jours, pour comprendre qu'à un moment, sans aucune intervention étrangère, par la seule puissance de l'effort concerté, la guerre sociale peut atteindre son maximum d'acuité et le dénouement se produire.

De cela, d'ailleurs, les circonstances seront juges. Il n'y a ni date ni plan à assigner à la révolte ouvrière. Peu importe que ce heurt final, dont on entrevoit de moins en moins la possibilité dans le lointain, s'effectue tôt ou tard. L'action révolutionnaire de chaque jour ne s'en produira pas moins. L'essentiel, c'est que le passage de la société capitaliste à la société socialiste soit conçu par les masses ouvrières comme un acte réalisable, qui n'est que le prolongement et le couronnement à la fois d'une longue série d'engagements. Tout le problème se résoud alors en une question de capacité de la classe ouvrière, que les événements permettront seuls d'apprécier. Quel contraste avec l'idée de la révolution politique ! Ici, tout se ramène à la conquête de l'État par un personnel gouvernemental nouveau ; tout se passe en dehors du travail, de l'atelier, du groupement ouvrier ; et le prolétariat n'est qu'un figurant du drame que d'autres jouent pour lui.

Et vous comprenez maintenant pourquoi le syndicalisme se prétend dégagé de toute utopie et se rit de la manie prophétique des partis socialistes d'annoncer, chaque veille pour chaque lendemain, la révolution sociale. Il laisse à l'optimisme enfantin des conquérants de l'État le

soin d'élaborer des plans détaillés, des descriptions minutieuses, et de formuler, pour reprendre un mot connu, les recettes de cuisine pour les marmites de la société future. Pour le syndicalisme, la préoccupation du présent et le souci de l'avenir se confondent et c'est la même action pratique qui les engendre simultanément. Il lui suffit donc d'allier l'esprit de lutte et l'esprit positif pour pouvoir tranquillement remettre ses destinées aux soins de l'histoire.

aussi bien, vous pouvez vous en rendre compte, il n'y a rien dans le syndicalisme qui rappelle le dogmatisme du socialisme orthodoxe. Celui-ci a résumé sa sagesse dans quelques formules abstraites, immuables et définitives, qu'il entend, de gré ou de force, imposer à la vie. C'est pourquoi il méprise si fort la pratique révolutionnaire ouvrière, qui a l'impudence de se moquer des savantes leçons de ses pédantissimes docteurs. Pour le syndicalisme, tout réside, au contraire, dans les créations spontanées et toujours neuves de la vie, dans le renouvellement perpétuel des idées, qui ne peuvent pas se figer en dogmes, du moment qu'elles ne sont pas détachées de leur tige. Nous ne sommes plus en présence d'un corps d'intellectuels, d'un clergé socialiste, chargé de penser pour la classe ouvrière ; mais c'est la classe ouvrière elle-même, qui, au travers de son expérience, découvre incessamment des horizons nouveaux, des perspectives imprévues, des méthodes insoupçonnées, en un mot des sources nouvelles de rajeunissement.

III

J'avoue d'ailleurs que, même si les rêves d'avenir du socialisme syndicaliste ne se réalisent jamais — et nul de nous n'a le secret de l'histoire — il me suffirait, pour lui donner toute mon adhésion, de constater qu'il est, au moment où je parle, l'agent essentiel de la civilisation dans le monde.

C'est lui qui porte le progrès économique, en jetant le capitalisme dans les voies du plus haut perfectionnement possible. Plus les exigences de la classe ouvrière sont pressantes, plus ses injonctions deviennent hardies, et plus le développement technique s'accélère et s'intensifie. Les conquêtes du prolétariat ne supportent pas une industrie routinière, attardée aux vieilles méthodes, sans initiative ni audace. Mais elles sont l'aiguillon qui stimule, qui empêche l'arrêt, qui pousse toujours en avant. Heureux le capitalisme qui trouve devant lui un prolétariat combatif et exigeant ! il ne connaîtra jamais le sommeil, la stagnation ni le marasme. Car de lui on peut dire qu'il entendra toujours, comme dans la prosopopée classique, une voix qui lui crie : Marche ! Marche !

Or s'il est vrai que le progrès matériel du monde soit lié à la plus intensive production, le rôle du prolétariat révolutionnaire prend encore une plus haute signification. Il est dès lors prouvé que ce n'est point seulement ses propres intérêts que lèse une classe ouvrière craintive, n'attendant rien que du bon vouloir de ses maîtres ou de l'intervention tutélaire de l'État, mais aussi les intérêts généraux de la société. non, ce n'est pas l'atmosphère débilante de la paix sociale, mais l'air salubre de la lutte des classes, qui peut surexciter l'ardeur des maîtres de la production. Et il n'est pas un socialiste qui puisse y contredire, si vraiment, comme le veut le socialisme, le capitalisme ne peut être emporté que par un débordement des forces productives.

Mais le mouvement syndicaliste est plus encore un agent de progrès moral que de progrès économique. Dans un mode où le goût de la liberté est perdu, dans un temps qui n'a plus le sentiment de la dignité, il fait appel aux forces vives de la personne humaine et donne un exemple permanent de courage et d'énergie. C'est en ce sens qu'il fait l'éducation la société. Il est comme un foyer ardent dont la chaleur rayonne dans l'ensemble du corps social. Quel prodige que celui d'avoir restauré le principe de l'initiative collective, du groupement social, par opposition aux déprimantes pratiques de l'intervention étatique ! songez que même les hommes les plus façonnés pour l'autorité, pour la servitude, les fonctionnaires, tous ceux qui dépendent de l'administration et de la politique, ont esquissé le geste de la révolte et affirmé la

souveraineté du travail libre ! Vraiment, au souffle de l'action prolétarienne, il y a quelque chose de changé, et là où l'on ne trouvait hier que des êtres asservis commencent à se lever des hommes.

Tout le socialisme est là. Qu'importent les vaines prophéties, si les idées socialistes agissent et vivent sous nos yeux, si par elles un peu plus de révolte germe au cœur des masses, si la liberté se réveille, si la personnalité humaine s'affranchit !

APPENDICE

Syndicalisme et Anarchisme

Jusqu'à ces derniers temps, les différences irréductibles entre le syndicalisme et l'anarchisme traditionnel n'avaient pas été mises en lumière. Il n'en est plus de même aujourd'hui. Les organes anarchistes sont sortis de leur réserve à l'égard du mouvement nouveau et ils ne lui ménagent plus les attaques.

Je n'ai pas l'intention de discuter ici longuement les rapports du syndicalisme et de l'anarchisme. Mais je veux mettre à la portée du lecteur quelques documents qui lui permettront de se faire une opinion.

Je ne remonterai pas plus loin que la conférence où furent prononcés les discours que l'on vient de lire. Peu de temps après, en effet, les *Temps Nouveaux* du 13 avril 1907 publiaient un article signé M. Pierrot où nous étions vivement pris à partie. L'auteur se faisait fort de prouver que syndicalisme et anarchisme devaient être identiques et que, n'étant pas anarchistes, nous ne pourrions être syndicalistes.

En réponse à cette affirmation, j'adressais aux *Temps Nouveaux* une lettre rectificative, dont voici le principal passage :

Je n'ai certes pas le droit d'engager dans les *Temps Nouveaux* une discussion théorique. Mais je ne peux pas laisser dire que *c'est moi qui ait inventé pour les besoins de ma cause*: 1° que le mouvement ouvrier syndicaliste révolutionnaire ne date *réellement* que de 1900-1901 ; 2° que le syndicalisme est différent de l'anarchisme.

Ces deux affirmations ne sont pas de moi : *elles émanent des syndicalistes et des anarchistes les plus autorisés*. Les faits qui suivent le prouvent.

I. — Et d'abord les origines du syndicalisme. — Voici comment le secrétaire de la C.G.T., Griffuelhes, retraçait au Congrès d'Amiens la formation historique du syndicalisme (*Compte rendu*, p. 167) :

Coupat a dit qu'avant 1900, la CGT n'avait pas prêté le flanc aux critiques. Oui, parce qu'elle n'existait pas. Il a ajouté que l'entrée de Millerand au ministère a donné naissance à cet état d'esprit. Rappelons des faits peu connus :

A peine Millerand ministre, parut une déclaration signée de Keufer, Baumé, Moreau, en faisant suivre leur nom de leur qualité de secrétaire d'organisation, etc., approuvant son acte. Est-ce que pareille déclaration ne constituait pas un acte politique ? Et quel pouvait en être le résultat ? Puis, à l'Union des syndicats de la Seine, on vint proposer un banquet à Millerand. N'était-ce pas encore un acte

politique bien défini ? Seul, je m'y opposai. On manœuvrait alors pour introduire l'influence du gouvernement au sein de la Bourse du Travail, — et c'est en réaction à cette tendance qu'est venu l'essor de la CGT.

Au lendemain de Chalon, les membres de la Commission de la Bourse du Travail reçurent, pour eux et leurs familles, une invitation à une soirée du ministre du commerce ; deux jours après, nouvelle invitation — de Gallifet, celle-là ! — pour un carrousel.

Que voulait-on ? Nous domestiquer ! Nous fûmes deux à protester et à propager contre. Nous dévoilâmes ces manœuvres et, petit à petit, nous finîmes par faire voir clair aux camarades.

L'explosion de vitalité de la C.G.T. résulte de ces événements. Il y eut une coalition d'anarchistes, de guesdistes, de blanquistes, d'allemanistes et d'éléments divers pour isoler du pouvoir les syndicats. Cette coalition s'est maintenue, elle a été la vie de la Confédération.

Je n'ai pas dit autre chose. — Premier point.

II. — Second point : Les faits qui m'ont permis de qualifier le syndicalisme de *mouvement nouveau* sont ceux-là même qui montrent qu'il est différent du *pré-syndicalisme* de 1894 à 1900 et de *l'anarchisme*.

Les voici :

1° Le mouvement syndical, d'ailleurs *très faible*, qui constitua le *pré-syndicalisme*, était (à la fois) allemaniste, grève-généraliste et anarchiste anti-parlementaire. Or, le syndicalisme n'est pas allemaniste, tant au point de vue de la grève générale que de la notion de parti politique, et *l'extra-parlementarisme* de la C.G.T. n'est pas identique à *l'anti-parlementarisme* de l'anarchisme. De plus, les syndicats collaborèrent, en 1899, avec le gouvernement, au *Triomphe de la République*: le feraient-ils aujourd'hui ?

2° L'œuvre de Pelloutier, dont Sorel a souvent rappelé la grandeur, aboutissait à une contradiction, en mettant à la base des institutions syndicales les *subventions des pouvoirs publics*... Le syndicalisme est *anti-subventionniste*;

3° La propagande du *Père Peinard* — qui mit souvent en évidence la valeur révolutionnaire du syndicat — fut principalement *antivotarde*. L'activité syndicaliste actuelle de Pouget indique à quel point le *mouvement nouveau* se préoccupe de l'agitation abstentionniste ;

4° La brochure de 1898, du *Groupe des Étudiants socialistes révolutionnaires internationalistes*, invite les anarchistes à « entrer » dans les syndicats, — *parce que les syndicats offrent des milieux excellents pour la propagande anarchiste*. (Pages, 16, 18, 21, 23, 25, 30.) — Le P.O.F. disait aussi que les syndicats étaient un champ propice à la propagande guesdiste.

5° Cette brochure pseudo-syndicaliste fut d'ailleurs blâmée par les anarchistes. *Kropotkine*, après l'avoir lue, refusa d'en écrire la préface. Il donna ses raisons dans une lettre que *Pierrot ne peut pas refuser de publier*... Ce sera pour lui le meilleur moyen de me confondre.

Voilà pour le *pré-syndicalisme*.

III. — Quant aux syndicalistes, Pierrot a-t-il oublié comment ils se sont affirmés indépendants de l'anarchisme ? Je vais le lui remettre en mémoire.

1° Le Congrès d'Amiens a signifié que «les organisations confédérées n'ont pas, en tant que groupements syndicaux, à se préoccuper des *partis* et des *sectes*, qui, en dehors et à côté, peuvent poursuivre en toute liberté la transformation sociale.» Pierrot sait que cela vise en même temps le parti socialiste et le mouvement anarchiste ;

2° A ce même congrès d'Amiens, où tant de fois a été prononcé la formule : *le syndicalisme se suffit à lui-même*, l'un des secrétaires de «l'Union fédérale de la métallurgie», Latapie, s'exprimait ainsi :

On a parlé trop comme s'il n'y avait ici que des socialistes et des anarchistes. On a oublié qu'il y a surtout des syndicalistes ! *Le syndicalisme est une théorie sociale nouvelle...* Le syndicalisme n'est pas seulement une action réformatrice de chaque jour ; les répercussions mêmes de l'action syndicale indiquent la nécessité d'une action pour la transformation sociale complète. Nous faisons ainsi forcément de la politique, non de la politique électorale, mais de la politique au sens large du mot... Il faut que les congressistes se prononcent sur elle, il faut qu'ils disent que *cette doctrine est indépendante et du socialisme et de l'anarchisme*.

3° Encore dans cette discussion d'Amiens, Broutchoux, ayant voulu assimiler le syndicalisme à l'anarchisme, fut désapprouvé par son syndicat ;

4° Pierrot n'ignore pas enfin que les syndicalistes de la C.G.T., pressentis pour assister à titre individuel au prochain congrès anarchiste d'Amsterdam, ont décliné l'invitation.

IV. — De leur côté, les anarchistes tiennent à se distinguer des syndicalistes.

1° Les principaux d'entre eux préconisent la reconstitution des groupes anarchistes, dissous par le syndicalisme, parce qu'ils trouvent que l'action syndicale est trop limitée par sa nature ;

2° *L'antipatriotisme*, qui fait partie intégrante du syndicalisme, est blâmé par Kropotkine (voir sa lettre à ce sujet, publiée en son temps par les *Temps Nouveaux*) et par d'autres anarchistes au passé ou aux tendances patriotiques ;

3° Enfin les *Temps Nouveaux* eux-mêmes (n° du 15 décembre 1906) répondent à Pierrot. C'est un anarchiste syndicaliste, Charles Benoît, délégué au Comité fédéral de la Section des Bourses, qui écrit :

N'est-il pas évident que *le syndicalisme ne peut pas être tout*, et que les *anarchistes peuvent et doivent agir hors de lui*, après avoir agi en lui ?... Si actuellement, en France, le communisme anarchiste semble stagnant, cela tient, je crois, à ce qu'un trop grand nombre de camarades confinent leur action dans le syndicalisme ; *soyons autre chose que des militants syndicalistes*.

(1) Conférence internationale, tenue à Paris, à la Société de Géographie, le 3 avril 1907, avec le concours de Victor Griffuelhes, président de la réunion, et Arturo Labriola, Robert Michels, Boris Kritchewsky et Hubert Lagardelle.

(2) Cette conférence a été traduite de l'italien en français sur le manuscrit de l'auteur, par Edouard Berth.

